

Tendances conjoncturelles

1^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

La confiance se redresse légèrement

L'indicateur du climat des affaires (ICA) augmente de 1,4 point au premier trimestre. Il demeure toutefois en deçà de sa moyenne de longue période (-14,9 points).

Cette évolution s'explique par une opinion moins pessimiste des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir, à l'issue d'une longue période électorale. La composante future de l'ICA (+1,8 point) contribue ainsi nettement à l'amélioration de l'indicateur alors que la composante passée continue de se détériorer (-0,4 point).

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'I'EOM

Plusieurs indicateurs macroéconomiques témoignent d'une légère amélioration de l'environnement économique. Le marché du travail montre quelques signes de stabilisation alors que l'indice des prix à la consommation diminue sur le trimestre. La période électorale s'est toutefois fait ressentir sur la consommation des ménages, qui peine à repartir, et le manque de dynamisme de l'investissement des entreprises.

Le secteur de la mine et de la métallurgie bénéficie de la reprise de la production de l'usine du Sud et d'une évolution plus favorable des cours du nickel. L'activité reste toutefois timide dans les secteurs de l'économie hors nickel. Le secteur du BTP manque de dynamisme avec la fin du chantier du Médipôle. L'augmentation de la fréquentation touristique, bien que stimulée par le marché émetteur japonais, reste modeste.

FORTE CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE JAPONAISE

Au premier trimestre 2014, la Chine affiche une croissance de 7,4 % sur un an, soit le taux le plus faible depuis 18 mois, en raison d'une croissance plus mesurée qu'aux trimestres précédents dans l'industrie et le tertiaire. La Chine a annoncé plusieurs mesures (une réduction d'impôt pour les petites entreprises et une augmentation des dépenses d'investissement dans le ferroviaire) destinées à maintenir la croissance à 7,5 %, taux fixé par le gouvernement.

Après une stabilisation au dernier trimestre 2013, la croissance de l'économie japonaise s'accélère. Le PIB croît de 1,5 % par rapport au trimestre précédent et de 5,9 % en glissement annuel, dépassant ainsi les 4 % prévus. Cette croissance du PIB japonais a été soutenue par un effort important d'investissement des entreprises (+4,9 % contre +1,4 % au trimestre précédent) et une forte croissance des dépenses des ménages (+2,1 % par rapport au précédent trimestre), qui anticipent la hausse de 3 points de la taxe sur la consommation prévue en avril.

En Australie, les prix progressent de 0,6 % par rapport au trimestre précédent et de 2,9 % en glissement annuel (après +2,7 % à fin décembre 2013). Parallèlement, le taux de chômage croît de 0,1 point pour atteindre 5,9 % de la population active sur le trimestre. La banque centrale australienne (RBA) a décidé le 1^{er} avril de laisser inchangé son taux directeur à 2,5 %.

En Nouvelle-Zélande, les prix augmentent de 0,3 % sur le trimestre et de 1,5 % sur un an. En parallèle, le taux de chômage (6,0 %) reste inchangé par rapport au trimestre précédent. Le 13 mars, la banque centrale de la Nouvelle-Zélande a décidé d'augmenter son principal taux directeur, l'Official Cash Rate (OCR) : inchangé depuis mars 2011, ce dernier passe ainsi de 2,50 % à 2,75 %.

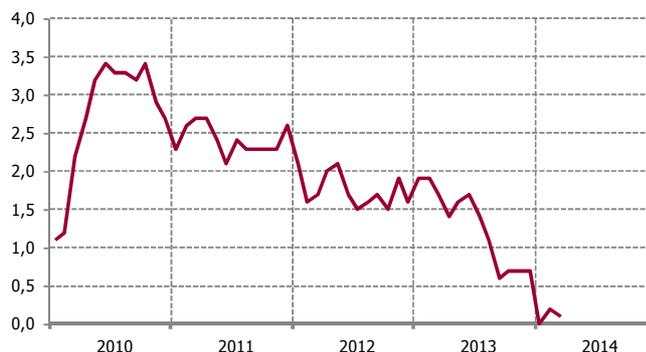
Baisse des prix à la consommation sur le trimestre

Au premier trimestre, l'indice des prix à la consommation diminue de 0,4 %, après +0,5 % au trimestre précédent.

Alors que les prix des produits manufacturés se replient de 0,3 %, les prix des services (-1,2 %), notamment ceux des tarifs des transports (-2,5 %), amplifient la baisse de l'indice. A l'inverse, les prix de l'énergie (+0,7 %) et de l'alimentation (+0,3 %) continuent de progresser.

Sur un an, les prix sont quasiment stables (+0,1 %), portés essentiellement par les produits alimentaires (+0,5 %) et l'énergie (+0,4 %).

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel, %)



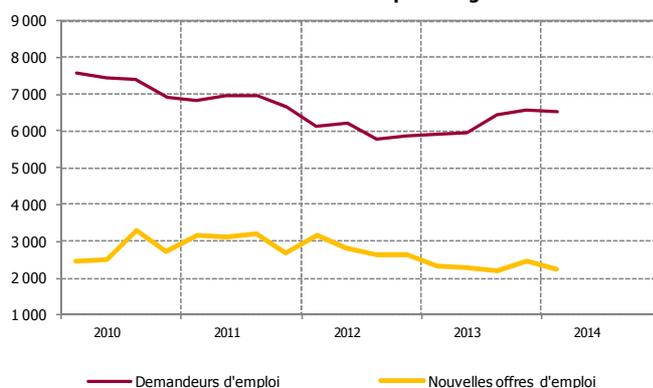
Source : ISEE

Stabilisation du marché du travail

Au premier trimestre, la situation du marché du travail présente quelques signes de stabilisation. Le nombre de demandeurs d'emploi (CVS) diminue légèrement sur le trimestre (-0,8 %) après s'être dégradé les trimestres précédents. Parallèlement, l'offre d'emplois se contracte après avoir rebondi le trimestre précédent (-9,8 % après +13,7 %, CVS). L'offre reste soutenue par les services mais s'infléchit dans les secteurs de la construction et du tourisme. Le rythme de progression du nombre de chômeurs indemnisés (CVS) se stabilise sur le trimestre (+6,2 % après +6,6 %).

Sur un an, l'offre d'emplois se replie (-3,2 %), face à un nombre de demandeurs d'emploi croissant (+10,5 %). Cette dernière évolution est plus forte en Province Sud qu'en Province Nord (+13,0 % contre +7,0 %).

Nombre de demandeurs d'emploi
et nouvelles offres d'emploi enregistrées



Sources : IDCNC, désaisonnalisée par l'IEOM

La consommation des ménages peine à repartir

La consommation des ménages reste mitigée. Les professionnels du secteur du commerce font état d'une nouvelle dégradation de leur activité.

Les indicateurs de consommation présentent des évolutions contrastées. Les importations de biens de consommation courante et de biens d'équipement sont mieux orientées sur le trimestre (+4,7 %, CVS), alors que les importations de produits alimentaires sont en repli (-5,0 %).

Parallèlement, l'encours des crédits à la consommation s'infléchit (-2,2 % après -0,2 % le trimestre précédent). Sur un an, cet encours se tasse (-1,4 %) compte tenu du ralentissement du marché automobile.

Importations de biens de consommation courante
(millions de FCFP)



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages se détériorent ce trimestre après une relative stabilité. Le nombre de personnes interdites bancaires augmente de 2,5 %, après +0,2 % le trimestre précédent, tandis que le nombre d'incidents de paiement sur chèque s'accroît (+7,3 %, après +0,9 %).

Stagnation de l'investissement

Le climat d'attente continue de peser sur l'investissement des agents économiques. Les importations de biens d'équipement enregistrent une faible augmentation trimestrielle de 0,3 % (CVS) mais à l'inverse, les immatriculations de véhicules utilitaires se redressent après s'être repliées nettement le trimestre précédent (+23,6 % CVS après -12,2 % ; -9,6 % sur un an).

Selon l'enquête de conjoncture, les intentions d'investir se maintiennent en baisse en raison du manque persistant de visibilité des entrepreneurs pour leurs investissements. Elles sont toutefois moins défavorables pour le BTP et l'industrie.

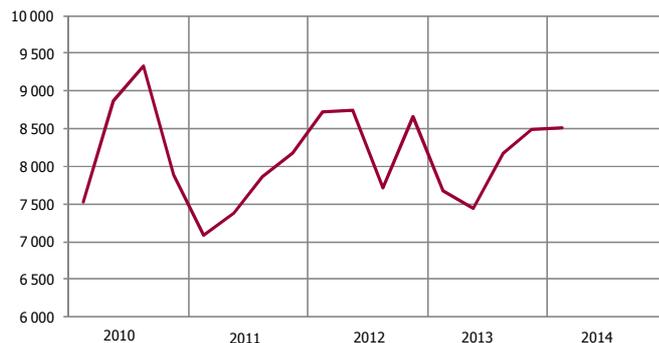
L'encours des crédits à l'investissement des entreprises se stabilise au premier trimestre à +0,3 %, après +1,8 % le trimestre précédent. Parallèlement, le marché immobilier est de nouveau ralenti, avec un encours des crédits à l'habitat qui stagne pour le deuxième trimestre consécutif (contre +3,6 % un an auparavant).

Amélioration de la balance commerciale

Les importations sont en retrait contrairement au quatrième trimestre (-8,5 %, après +2,9 %) compte tenu de l'affaiblissement de la plupart des postes dont les produits minéraux (-7,5 %, après +4,1 %). Parallèlement, les exportations (données provisoires) reculent (-4,0 %) en raison de la baisse des exportations de minerais de nickel.

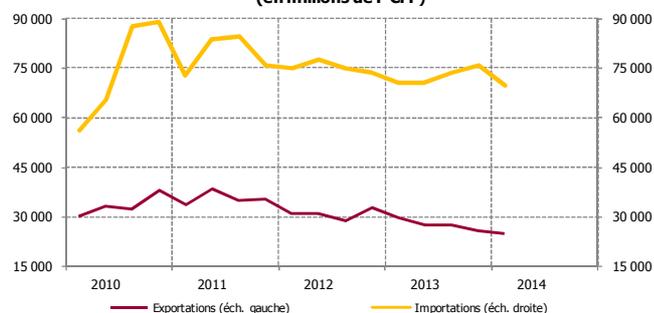
Au final, le déficit commercial se réduit de 14,3 %, pour s'établir à 44,6 milliards de F CFP, soit 7,4 milliards de moins qu'au trimestre précédent.

Importations de biens d'équipement
(millions de F CFP)



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Echanges commerciaux
(en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes

UNE ACTIVITÉ MIEUX ORIENTÉE DANS PLUSIEURS SECTEURS

L'activité dans le secteur de **l'agriculture, de la pêche et de l'élevage** reste stable au premier trimestre selon les professionnels du secteur. La filière de l'élevage enregistre une augmentation des abattages de bovins et de porcins (+3,1 % et +4,0 % CVS) alors que les exportations de poissons continuent de croître (+4,8 % après +9,4 %, CVS).

L'activité du secteur des mines et de la métallurgie est bien orientée au premier trimestre en raison du redémarrage de l'usine du Sud qui avait été arrêtée de mi-novembre à fin décembre.

La production métallurgique se redresse (+30,8 %) portée principalement par la forte augmentation de la production de l'usine du Sud (nickel hydroxide cake et oxyde de nickel) qui a quadruplé en un trimestre pour atteindre 5 636 tonnes. La production devrait toutefois être impactée au deuxième trimestre, suite à l'arrêt des installations à partir du 7 mai 2014 consécutif à un rejet accidentel d'acide dans le creek de la Baie Nord.

À l'inverse, la production minière diminue (-10,2 %), sous la conjonction de la baisse de la production de latérites (-16,4 %) et de celle de saprolites (-6,4 %). Elle reste toutefois en forte augmentation sur un an (+17,8 %).

Dans ce contexte, les exportations métallurgiques progressent fortement en volume (+17,8 %). Cette hausse s'explique par celle des mattes et des ferronickels (+44,2 % et +5,5 % respectivement), ainsi que par celle des produits de l'usine du Sud (+75,8 %). Parallèlement les exportations de minerais sont en baisse de 38,3 % en volume (après +62,4 % le trimestre précédent).

L'évolution du marché du nickel est plus favorable au premier trimestre 2014. Du côté de la demande, la production mondiale d'acier inoxydable est soutenue selon les opérateurs alors que concernant l'offre, plusieurs facteurs géopolitiques ont dopé les cours : mise en oeuvre par l'Indonésie depuis janvier 2014 de l'interdiction d'exporter du minerai non transformé localement et craintes des investisseurs sur l'approvisionnement en provenance de Russie.

Exportations minières et métallurgiques



Source : DIMENC

Les stocks mondiaux de nickel continuent toutefois d'augmenter à un rythme encore soutenu au premier trimestre (+10,5 %, après +17,4 % le trimestre précédent) avant de se stabiliser depuis le mois d'avril.

Au premier trimestre, le cours moyen du nickel s'est redressé à 6,65 USD/lb (soit +5,5 % sur le trimestre). Ce niveau moyen de cours reste encore pénalisant pour les comptes d'exploitation des opérateurs. Cependant, depuis mi-avril, le cours du nickel au LME a dépassé 8 USD/lb.

Dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics**, l'activité manque de dynamisme et les perspectives pour le prochain trimestre restent moroses. Etant donné la chute du nombre d'appels d'offre en 2013, les professionnels du secteur ne s'attendent pas à une amorce de reprise avant 2015. La trésorerie des entreprises continue de subir l'allongement des délais de paiement.

Les ventes de ciment (CVS) augmentent sur le trimestre (+3,2 %), mais sont en recul sur un an (-11,8 %), avec la fin du chantier du Médipôle.

L'activité dans le secteur de l'**hôtellerie et du tourisme** est jugée en légère amélioration par les professionnels.

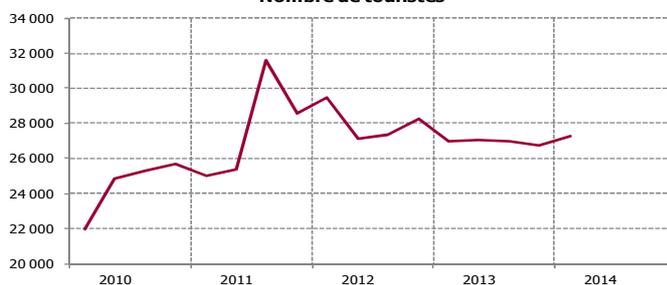
Le nombre de touristes de séjour s'affiche en augmentation de 1,8 % (CVS) sur le trimestre et de 1,0 % sur un an. Cette légère reprise de la fréquentation touristique s'explique par le rebond du marché émetteur japonais (+26,7 %) stimulé par l'amélioration de la desserte aérienne, tandis que les marchés australien et métropolitain sont en retrait (-7,4 % et -3,5 % respectivement).

Solde d'opinion relatif à l'activité du BTP



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

Nombre de touristes



Sources : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE QUI S'INSTALLE

La croissance mondiale s'est amplifiée au cours du deuxième semestre 2013 et devrait continuer sur sa lancée en 2014-2015 selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) publiées en avril 2014, qui confirment globalement les prévisions précédentes. L'accélération du deuxième semestre vient principalement des pays développés et notamment de la composante « accumulation de stocks » tandis que la croissance dans les pays émergents ne s'est accélérée que modestement. Après 3,0% en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,6 % en 2014 selon le FMI.

Toujours selon le FMI, la reprise profiterait notamment de l'impulsion donnée par l'économie américaine, dont l'activité aurait progressé de 3,2 % au deuxième semestre 2013, du fait de la vigueur des exportations et des augmentations de stocks. En dépit d'un certain ralentissement au début de 2014 (le PIB des États-Unis est resté stable au premier trimestre 2014 par rapport au trimestre précédent), les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré, d'une politique monétaire accommodante, du redressement du secteur immobilier et de l'assouplissement des normes d'octroi des prêts bancaires.

La zone euro bénéficie d'un retour de la croissance, le PIB ayant augmenté de 0,2 % au cours du premier trimestre 2014 et de 0,9 % en glissement annuel. On observe en particulier un redressement de la demande intérieure en Allemagne. Selon le FMI, le net ralentissement du rythme du durcissement budgétaire devrait contribuer à l'accélération de la croissance dans l'ensemble de la zone euro, pouvant atteindre en moyenne 1,2 % en 2014.

En 2013, la croissance de l'économie française est restée faible à 0,3 % comme en 2012. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,2 %, après avoir baissé de 0,5 % en 2012. En revanche, l'investissement total recule pour la première fois depuis 2009. La progression des exportations est un peu supérieure à celle des importations, si bien que les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance. Au premier trimestre 2014, l'économie française a enregistré une croissance nulle sous l'effet d'un recul de la demande intérieure.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement, soutenue par la progression des exportations, s'est accélérée légèrement au deuxième semestre de 2013 et atteindrait 4,7 % sur l'ensemble de l'année et 4,9 % en 2014. Sous réserve de la conduite d'une stratégie de freinage de la croissance rapide du crédit et d'une avancée satisfaisante du programme de réformes, la croissance chinoise se situerait quant à elle aux alentours de 7,5 % en 2014-2015.

Sources : FMI, INSEE, Eurostat, U.S. Department of Commerce, G20

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Charles APANON – Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : 3 juin 2014 – Dépôt légal : juin 2014 – ISSN 1968-6277